



Conclusions et Recommandations

A l'issue des délibérations, les participants ont fait les recommandations suivantes pour :

Etudes et données sur les jeunes

Mettre à jour l'étude par des données et articles récents sur la question des jeunes et leur implication dans le développement notamment, étendre la recherche bibliographique vers des publications scientifiques autonomes pour compléter et, nuancer autant que possibles les données et chiffres existants et certaines affirmations sur le rôle de la famille ou de la tradition et leur influence sur la vie des jeunes.

Mener des études spécifiques sur les pays de l'Afrique du Nord pour mieux cerner les aspects difficiles à aborder dans un état des lieux.

Créer un Fonds spécial pour aider les jeunes nord africains à s'insérer sur le marché du travail.

Participation des jeunes

A la vie économique

Mener à l'endroit des jeunes des campagnes d'informations, de communication et de sensibilisation en vue de les informer des dispositifs d'appui existant aussi bien en terme de formation que d'appui à la création et au financement de l'entreprise.

Intervenir aussi bien en amont qu'en aval de la création d'entreprise car un dispositif d'accompagnement efficace commence par la pré création pour s'étendre aux premières années de vie de la jeune entreprise.

Mettre l'accent sur la localisation géographique des interventions pour s'assurer qu'ils bénéficient effectivement aux jeunes ruraux

Créer un dispositif national d'accompagnement des jeunes et non pas seulement une structure administrative d'appui au financement des initiatives. Le dispositif pourrait s'appuyer sur trois intervenants majeurs :

- Un agent gestionnaire de structure type Maison du Jeune Entrepreneur ;
- Des Maisons du Jeune Entrepreneur dédiées à l'accompagnement des jeunes avec engagement de résultats ;
- Des banques engagées.

Protéger les jeunes de l'exploitation de leurs talents par les associations ayant pour but de promouvoir l'insertion professionnelle des jeunes

Politiques Sociales

Reconnaître la participation des jeunes à la vie politique, à la vie économique et à la vie communautaire au niveau normatif.

Mettre en place des mécanismes reconnus au plus haut niveau possible, pour une participation inclusive des jeunes, des adolescents et de la société civile en général au processus d'élaboration et d'application des lois et politiques «multisectorielles» de la jeunesse.

Inclure la participation des adolescents et jeunes dans les plans de développement nationaux et locaux, tout en reconnaissant la participation comme un objectif dans le contexte de transition socio-politique dans le Maghreb.

Assurer que des budgets sociaux sont attribués pour assurer la participation des adolescents et des jeunes.

Investir dans le leadership des jeunes et le processus de démocratisation et impliquer les jeunes dans la vie politique.

Renforcer la recherche sur les droits des adolescents et jeunes notamment des plus marginalisés.

Progresser vers la parité entre les sexes en encourageant la participation des jeunes femmes maghrébines à tous les niveaux du processus de prise de décision.

Favoriser l'institutionnalisation de la participation à travers l'élaboration de normes et standards sur la participation des adolescents et jeunes notamment au niveau des services de protection des adolescents et jeunes.

Formuler et appliquer des lois, politiques et programmes pour promouvoir le volontariat

Concevoir des programmes pour mobiliser et promouvoir la participation et l'inclusion socio-professionnelle des adolescents et jeunes marginalisés.

Faciliter l'accès au financement aux jeunes créateurs d'emploi surtout dans les groupes les plus fragiles (jeunes filles, jeunes délinquants, jeunes sans diplômes, handicapés).

Mener des efforts particuliers pour changer les politiques des médias en vue de renforcer la participation des jeunes dans la société.

Renforcement des capacités des acteurs intervenant en faveur des adolescents et jeunes

Assurer le renforcement des capacités des gouvernements, agences internationales, médias, secteur privé et des jeunes pour leur participation effective dans les sociétés.

Partager les expériences entre les pays de l'Afrique du Nord et des autres régions du monde à travers de l'organisation d'un Forum annuel sur développement et la participation de l'adolescence et la Jeunesse.

Organiser des cercles de rencontres entre les jeunes et les politiques de la région l'Afrique du Nord pour une écoute directe des demandes et des attentes des jeunes.

Informier et sensibiliser la population sur le droit à la participation citoyenne afin de revaloriser le rôle des adolescents et jeunes dans la société.

Favoriser la formation à la citoyenneté et à la participation des adolescents et jeunes à l'école, dans la famille, dans les associations et la société civile, dans les médias, et dans les secteurs et services publics.

Mettre en place des dispositifs d'information, d'écoute, d'orientation et de formation des jeunes, avec un accent particulier sur les plus vulnérables en vue de les aider à satisfaire leurs besoins de participation communautaire.

Associations des Jeunes

Renforcer le réseautage nord africain des associations et groupes des jeunes pour créer des liens, échanges d'informations et d'expériences.

Encourager la création et contribuer à sponsoriser le fonctionnement effectif d'associations et de groupes d'adolescents et de jeunes.

Renforcer la coordination entre les associations des adolescents et des jeunes au niveau national et régional à travers des réseaux, fédérations, conseils locaux, nationaux, et régionaux et des comités des étudiants.

Créer un fond nord africain pour le monde associatif et la participation de la jeunesse avec la collaboration des gouvernements, agences de coopération régionale et le secteur privée.

Jeunes et développement durable

Sensibiliser les jeunes au développement durable à travers l'organisation de séminaires de citoyenneté dans les écoles et le système éducatif en général.

S'organiser et s'informer car les systèmes éducatifs actuels en Afrique ne préparent pas les jeunes aux nouveaux emplois générés par l'économie verte.

Renforcer les capacités des jeunes pour leur permettre de saisir les opportunités liées au développement durable et à l'économie verte, y compris la réforme des systèmes éducatifs.

Mettre en place des mécanismes adéquats qui intègrent les organisations de jeunes comme acteurs dans les processus de décision, de planification stratégique et de mise en œuvre des programmes.

Mettre à profit les capacités de réseautage des jeunes pour les actions de sensibilisation au développement durable.

Promouvoir les échanges d'expériences entre pays.

Santé sexuelle et de la reproduction des jeunes

Renforcer le plaidoyer auprès des décideurs, des leaders religieux et des leaders d'opinion en faveur de la reconnaissance de l'importance de la sexualité et des droits à la santé sexuelle dans la vie des individus, notamment les jeunes et adolescents et soutenir les approches intégrées pour l'institutionnalisation de l'éducation sexuelle.

Augmenter le niveau d'information et de sensibilisation en matière des droits des jeunes à la santé sexuelle et de la reproduction y compris la prévention du VIH/Sida et la violence fondée sur le genre avec une plus grande participation et implication des jeunes eux-mêmes et des médias, en mettant un accent particulier sur les jeunes les plus vulnérables dans les zones rurales et péri urbaines.

Assurer un accès facile à l'information, la prévention et à la prise en charge des jeunes vulnérables en matière de SSR y compris le VIH/Sida et lutter contre la stigmatisation et discrimination fondées sur genre.

Partager les bonnes pratiques et les expériences en matière de services SSR (espaces de santé dédiés aux jeunes) et en matière d'approches pour la protection des droits à la SSR pour jeunes à travers les réseaux d'organisations de la société civile et des éducateurs pairs.

Jeunes et emploi

Exploiter l'Emploi de « l'Economie Solidaire » et promouvoir les coopératives/associations.

Investir dans les nouveaux marchés et la recherche et le développement et les emplois verts.

Responsabiliser les établissements d'éducation et favoriser un système d'éducation créatif, soutenant l'entrepreneuriat.

Renforcer les programmes d'insertion des jeunes primo demandeurs.

Promouvoir une politique d'emploi PLUS participative basée sur une approche intégrée qui relie éducation, emplois, compétences et développement des jeunes.

Renforcer les incitations stratégiques aux employeurs à insérer et former les jeunes cadres.

Promouvoir la production de statistiques de l'emploi détaillées et désagrégées par âge/genre/vulnérabilité etc pour faciliter le Suivi et l'Évaluation.

Établir des centres de jeunes entrepreneurs qui offrent une formation et d'assistance aux jeunes, y compris les aidant à développer des plans d'affaires bancables, et situés dans des zones urbaines et rurales, en fournissant un lieu sûr pour les jeunes femme.

Jeunes et intégration régionale

Organiser les jeunes en réseaux au niveau national pour une meilleure participation aux programmes et actions concernant l'intégration régionale.

Les institutions régionales existantes en Afrique du Nord dont l'UMA devront.

Prendre en compte la nouvelle dynamique créée par les jeunes dans la région, pour les impliquer d'avantage dans le processus de formulation et de mise en œuvre des politiques, stratégies et programmes intégrateurs.

Accorder un rôle plus accru aux ONG, aux organisations patronales et aux autres acteurs de la société civile pour susciter davantage

d'interdépendance économique et de convergence d'intérêts pour influencer sur l'agenda de l'intégration, notamment en ce qui concerne la mobilité des personnes et des biens

Jeunes, médias et réseaux sociaux

Revisiter le rôle des médias dans la sous région pour favoriser une meilleure participation des jeunes tant qualitative que quantitative. Ceci présuppose le renforcement réel des institutions médiatiques qu'elles soient publiques ou privées, officielles ou indépendantes.

Exhorter les médias à respecter, en tant qu'institutions, les règles de déontologie et l'éthique de la profession.

Aider à réduire la fracture numérique dont souffrent encore certains pays de la région et certaines catégories sociales dont les jeunes, et trouver les moyens nécessaires pour les aider à accéder aux techniques de l'information et de la communication et profiter des facilités qu'elles offrent.

Valoriser les compétences des jeunes en matière de réseaux sociaux et les mettre à contribution.

Mettre à la disposition des jeunes dans la langue arabe qui est la plus parlée dans la région la fortune disponible actuellement en manuels de formation, notamment celle qui est disponible, sur You Tube.

Mettre en place un Observatoire Maghrébin des législations afin que les jeunes puissent faire le monitoring et s'assurer qu'ils sont mis à contribution dans la préparation de ces lois.

Mettre en place un Observatoire Post Révolution « Jeunes et Médias » dont le but serait de faire du plaidoyer auprès de tous les acteurs sociaux pour les sensibiliser à l'impératif de faire participer les jeunes et impulser leur leadership dans le processus de développement .